

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### COLAS

Société anonyme au capital de 48 560 175,00 €.   
Siège social : 7, place René Clair, 92100 Boulogne-Billancourt, France.   
552 025 314 R.C.S. Nanterre. — A.P.E. : 452P.   
Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre 2006.

*Documents comptables annuels.*

#### A. — Comptes sociaux au 31 décembre 2006.

##### I. — Bilan au 31 décembre.

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2006	2005	2004
Immobilisations incorporelles		18,0	17,5	16,9
Immobilisations corporelles		132,2	145,8	132,9
Titres de participation		901,1	860,2	802,9
Autres immobilisations financières (1)		217,6	119,3	134,0
Actif immobilisé	3	1 268,9	1 142,8	1 086,7
Stocks		2,1	12,9	11,8
Clients		76,8	99,7	65,7
Groupe et associés		57,2	52,4	50,1
Autres créances et paiements d'avance		36,1	20,0	29,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie		435,0	424,0	452,3
Actif circulant	4	607,2	609,0	608,9
Total des actifs		1 876,1	1 751,8	1 695,6
(1) Dont actions propres				22,7

Passif	Notes	2006	2005	2004
Capital		48,6	48,2	48,2
Primes et réserves		574,4	487,5	469,9
Résultat de l'exercice		232,5	209,1	155,9
Provisions réglementées		3,7	3,1	2,4
Capitaux propres	5	859,2	747,9	676,4
Provisions pour risques et charges	6	39,8	41,8	56,0
Dettes financières		0,7	0,7	0,7
Avances et acomptes reçus sur commandes		17,5	11,0	14,2
Dettes fournisseurs		73,7	79,9	54,1
Groupe et associés		783,6	732,8	742,8
Autres dettes non financières et comptes de régularisation		64,7	101,6	115,4
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		36,9	36,1	36,0
Dettes		977,1	962,1	963,2

Total des capitaux et des passifs		1 876,1	1 751,8	1 695,6
-----------------------------------	--	---------	---------	---------

## II. — Compte de résultat de l'exercice.

(En millions d'euros.)

	Notes	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	10	395,1	474,2	327,8
Achats consommés		- 162,9	- 162,7	- 76,6
Charges externes		- 103,5	- 179,7	- 141,9
Charges de personnel		- 65,8	- 80,4	- 77,1
Impôts et taxes		- 7,4	- 7,5	- 9,2
Dotations nettes aux amortissements		- 9,3	- 14,2	- 13,3
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		- 8,4	- 6,5	- 15,4
Valeur comptable des actifs d'exploitation cédés		- 0,1	- 1,8	- 2,6
Autres produits d'exploitation		69,0	93,1	77,3
Autres charges d'exploitation		- 1,0	- 3,8	- 0,9
Quotes-parts de résultats sur opérations en commun		7,9	4,9	3,5
Résultat d'exploitation		113,6	115,6	71,6
Produits et charges financiers	11	145,2	122,4	82,8
Résultat courant		258,8	238,0	154,4
Produits et charges exceptionnels	12	1,6	2,0	21,8
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		- 1,2	- 1,1	- 0,8
Impôt sur les bénéfices	13	- 26,7	- 29,8	- 19,5
Résultat de l'exercice		232,5	209,1	155,9

## III. — Annexe aux comptes de Colas S.A.

### Note 1. — Informations relatives à l'entreprise.

Le 21 février 2007, le conseil d'administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers de Colas S.A. pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Colas S.A. est une société anonyme immatriculée en France.

Les principales activités sont présentées en note 10.

Faits significatifs de l'exercice. — Les activités des établissements Colas S.A. situés à Madagascar et à Mayotte ont fait l'objet d'un apport partiel d'actif en date du 1er janvier 2006 aux sociétés Colas Madagascar et Colas Mayotte.

L'activité de Colas en Roumanie a été apportée à la société Colas Romania en date du 22 juin 2006.

### Note 2. — Résumé des méthodes comptables.

Principes de préparation des états financiers. — Les comptes annuels de Colas S.A. sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.

Conversion des monnaies étrangères. — Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Les actifs non monétaires des activités à l'étranger sont comptabilisés au cours historique.

Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Les frais de premier établissement et les frais de recherche sont comptabilisés en charge de l'exercice.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de fonds commerciaux et de logiciels.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis ; ils font l'objet d'une dépréciation si les circonstances économiques l'exigent.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilisation différentes. Les terrains ne sont pas amortis.

— Constructions hors exploitation : 20 à 40 ans ;

- Constructions industrielles : 10 à 20 ans ;
- Installations techniques et matériel : 5 à 10 ans ;
- Autres immobilisations corporelles (Matériel de transport et de bureau) : 3 à 10 ans.

Immobilisations financières. — Les participations figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations estimées nécessaires, déterminées en fonction de la valeur d'usage.

Les autres immobilisations financières sont appréciées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations éventuelles.

Stocks et encours. — Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation.

Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent.

Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis.

Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti, ou selon la méthode du coût moyen pondéré en fonction de la nature des stocks.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.

Créances clients et autres créances. — Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non-recouvrement.

Les créances clients incluent les « factures à établir » correspondant aux travaux mérités qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

Comptes de régularisation. — Ils incluent notamment les charges payées d'avance et les actifs d'impôt différés récupérables sur les exercices futurs.

Trésorerie. — La trésorerie comprend la trésorerie en banque, en caisse ainsi que les dépôts et valeurs mobilières de placement ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

Ces dernières sont valorisées à leur coût d'acquisition et dépréciées si leur valeur vénale est inférieure à celui-ci.

Provisions pour risques et charges. — Les provisions sont comptabilisées lorsque Colas S.A. a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé ou en cours et qu'il est probable qu'une sortie de trésorerie sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Engagements sociaux. — Les engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite font l'objet de versements réguliers auprès des caisses de retraites indépendantes de la société.

— Indemnités de départ en retraite : Le coût de cet avantage est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Les gains ou pertes actuariels ne sont comptabilisés en produit ou en charge que lorsque leur cumul excède 10 % du montant de l'obligation (méthode dite du « corridor »). Ces gains ou pertes actuariels sont répartis sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés.

— Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté : Ces primes, dont la pratique dans la société est permanente et systématique, font l'objet d'une provision. La méthode de calcul utilisée est une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et de l'espérance de vie par rapport aux tables de mortalité.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements sociaux sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3,83 % (TEC 10 au 15 décembre 2006) ;
- Taux moyen de rotation du personnel : selon tables d'expérience de la société ;
- Age de départ à la retraite des cadres : 62 ans ;
- Age de départ à la retraite des Etams et compagnons : 60 ans.

Chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires représente le montant cumulé des ventes, travaux et prestations de services.

Le chiffre d'affaires des activités de construction est comptabilisé selon la méthode dite « à l'avancement des travaux » :

- selon les situations méritées pour les contrats à moins d'un an ;
- selon la dernière estimation du montant total du contrat multiplié par le taux d'avancement de l'opération pour les contrats à long terme.

Plus ou moins-values sur cessions d'actif. — Conformément aux recommandations du plan comptable professionnel du bâtiment et des travaux publics, les plus-values sur cessions courantes de matériels et d'installations ont été classées dans le résultat d'exploitation.

Impôts. — Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles imposables ou déductibles existant à la date de clôture.

Les différences temporelles imposables ou déductibles incluent :

- toutes les différences entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan ;
- les reports en avant de pertes fiscales et les crédits d'impôt non encore utilisés.

Lorsque le montant net de l'imposition différée fait apparaître un actif d'impôt, celui-ci n'est inscrit à l'actif du bilan que s'il existe une forte probabilité de récupération sur les exercices ultérieurs.

Les actifs et passifs d'impôt sont évalués avec les taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Consolidation. — Notre société entre dans le périmètre de la société Bouygues pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

### Note 3. – Actif immobilisé.

Variations de l'exercice	01/01/06	Acquisitions	Cessions et réductions	Dotations et reprises	31/12/06
Immobilisations incorporelles :					
Valeur brute	22,4	0,8	- 0,2		23,0
Amortissements et dépréciations	- 4,9		0,1	- 0,2	- 5,0

Valeur nette	17,5	0,8	- 0,1	- 0,2	18,0
Immobilisations corporelles :					
Valeur brute	261,7	20,9	- 72,5		210,1
Amortissements	- 115,9		46,5	- 8,5	- 77,9
Valeur nette	145,8	20,9	- 26,0	- 8,5	132,2
Titres de participation :					
Valeur brute	915,8	44,5	- 3,6		956,7
Dépréciations	- 55,6				- 55,6
Valeur nette	860,2	44,5	- 3,6		901,1
Autres immobilisations financières :					
Valeur brute	119,3	334,0	- 235,7		217,6
Dépréciations					
Valeur nette	119,3	334,0	- 235,7		217,6
Total actif immobilisé	1 142,8	400,2	- 265,4	- 8,7	1 268,9

## Note 4. – Actif circulant et comptes de régularisation.

	2006			2005
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Stocks et encours	2,1		2,1	12,9
Créances clients	81,1	- 4,3	76,8	99,7
Groupe et associés	66,0	- 8,8	57,2	52,4
Avances et acomptes	14,1		14,1	4,4
Autres créances	18,4	- 0,7	17,7	10,8
Charges constatées d'avance	0,7		0,7	2,5
Autres comptes de régularisation				
Impôts différés actif	3,6		3,6	2,3
Autres créances et comptes de régularisation	36,8	- 0,7	36,1	20,0
Valeurs mobilières de placement				
Société de trésorerie Bouygues Relais	431,8		431,8	420,5
Disponibilités	3,2		3,2	3,5
Placements et disponibilités	435,0		435,0	424,0
Total actif circulant	621,0	- 13,8	607,2	609,0

## Note 5. – Capitaux propres.

Composition du capital social. — Le capital social de Colas S.A. au 31 décembre 2006 est de 48 560 175 €.

Il est constitué de 32 373 450 actions de 1,50 € nominal, ayant toutes les mêmes droits (toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double).

Mouvements de l'exercice	Nombre d'actions	Montant(en euros)
1er janvier 2006	32 157 671	48 236 506,50
Levée d'options de souscription d'actions	2 000	3 000,00
Partie du dividende payé en actions	213 779	320 668,50
31 décembre 2006	32 373 450	48 560 175,00
Principaux actionnaires :		
Société Bouygues S.A.	31 236 540	96,49 %

Autres actionnaires	1 136 910	3,51 %
---------------------	-----------	--------

Variation des capitaux propres	01/01/06	Affectation par l'AGO (1)	Augmentation de capital	Autres variations	31/12/06
Capital social	48,2		0,4		48,6
Primes	313,6		32,1		345,7
Réserve de réévaluation	2,7				2,7
Réserve légale	4,8				4,8
Réserve indisponible	0,7				0,7
Autres réserves	13,5				13,5
Report à nouveau	152,2	54,8			207,0
Primes et réserves	487,5	54,8	32,1		574,4
Résultat de l'exercice	209,1	- 209,1		232,5	232,5
Provisions réglementées	3,1			0,6	3,7
Total capitaux propres	747,9	- 154,3	32,5	233,1	859,2

(1) Distribution d'un dividende de 4,80 € par action, soit 154 356 820,80 €.

Note 6. – Provisions pour risques et charges.

Nature des provisions	01/01/06	Augmentations	Provisions utilisées	Provisions annulées	31/12/06
Litiges et contentieux	8,6	3,0		- 1,0	10,6
Garanties données aux clients	1,7	1,3	- 1,5		1,5
Contrôles fiscaux	2,2	0,3	- 1,2		1,3
Risques Etranger	7,6			- 3,9	3,7
Autres provisions pour risques	2,5	0,9	- 0,5		2,9
Avantages au personnel	15,6	2,1			17,7
Provisions pour charges	3,6	0,4	- 1,9		2,1
Provisions pour risques et charges	41,8	8,0	- 5,1	- 4,9	39,8

Note 7. – Détail des comptes concernant les entreprises liées.

Postes	Actif	Passif	Compte de résultat
Immobilisations financières	1 116,2		
Créances	116,3		
Dettes financières			
Dettes non financières		786,7	
Produits financiers			155,2
Charges financières			- 1,1
Total	1 232,5	786,7	154,1

Note 8. – Etat des échéances des créances et des dettes.

Rubriques et postes	Montants nets	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances de l'actif immobilisé	217,6	0,2	216,2	1,2
Créances de l'actif circulant	170,1	170,1		
Sous-total	387,7	170,3	216,2	1,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	435,0	435,0		

Créances	822,7	605,3	216,2	1,2
Dettes financières	0,7	0,7		
Dettes non financières	939,5	938,2	1,3	
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	36,9	36,9		
Dettes	977,1	975,8	1,3	

## Note 9. – Autres dettes non financières et comptes de régularisation.

	2006	2005
Dettes fiscales et sociales	34,5	50,6
Dettes sur immobilisations	7,5	5,0
Autres dettes	21,1	44,3
Produits constatés d'avance	1,6	1,6
Autres comptes de régularisation		0,1
Total	64,7	101,6

## Note 10. – Ventilation du chiffre d'affaires.

	France	International	2006	2005
Routes	141,1	63,2	204,3	296,7
Bâtiment		3,7	3,7	11,2
Génie civil		6,3	6,3	8,0
Prestations de services	104,1	76,7	180,8	158,3
Chiffre d'affaires	245,2	149,9	395,1	474,2

La baisse du chiffre d'affaires en 2006 est la conséquence de la filialisation des établissements situés à Madagascar, à Mayotte et en Roumanie.

## Note 11. – Résultat financier.

	2006	2005
Revenus des titres de participation	149,7	124,0
Produits et charges d'intérêts (nets)	- 4,8	- 5,3
Autres dotations et reprises sur provisions financières	- 0,1	1,7
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2,0	1,6
Différences nettes de change	- 1,6	0,4
Pertes sur créances rattachées à des participations		
Résultat financier	145,2	122,4

## Note 12. – Résultat exceptionnel.

	2006	2005
Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations (cessions non récurrentes : terrains, constructions, titres immobilisés)	1,9	0,7
Autres produits et charges sur opérations de gestion (net)	0,3	1,6
Dotations et reprises sur provisions exceptionnelles	- 0,6	- 0,3
Résultat exceptionnel	1,6	2,0

## Note 13. – Impôt sur les résultats.

Détail de l'impôt :

	2006	2005
Impôt exigible au titre de l'exercice	- 30,1	- 29,7
Rappels ou dégrèvements d'impôts au titre des exercices antérieurs	2,1	- 0,6
Impôt différé	1,3	0,5
Impôt sur les bénéfices	- 26,7	- 29,8

Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel :

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant (après participation)	257,6	- 26,3	231,3
Résultat exceptionnel	1,6	- 0,4	1,2
Total	259,2	- 26,7	232,5

Détail de l'imposition différée :

	Différences temporaires
Actif immobilisé	- 9,9
Actif circulant	
Provisions pour risques et charges non déductibles temporairement	16,2
Dettes	4,1
Déficits fiscaux reportables	
Total bases d'impôts différés	10,4
Taux d'impôt	34,43 %
Impôt différé à la clôture de l'exercice	3,6
Impôt différé au début de l'exercice	2,3
Charge (produit) d'impôt différé	1,3

Colas S.A. fait partie du périmètre d'intégration fiscale de la société Bouygues S.A.

## Note 14. – Incidences des dispositions fiscales dérogatoires sur le résultat.

Résultat net de l'exercice	232,5
Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	- 1,0
Reprises de l'exercice sur provisions réglementées	0,4
Incidence sur l'impôt	
Résultat, hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires	231,9

## Note 15. – Engagements hors bilan.

Crédit-bail :	
Valeur d'origine	35,8
Redevances versées :	
Cumul antérieur	48,7
Exercice	0,9

Dotations théoriques aux amortissements (a) :	
Cumul antérieur	19,1
Exercice	0,3
Redevances restant à payer :	
A moins d'un an	0,3
De 1 à 5 ans	0,5
A plus de 5 ans	
<i>(a) Dotations qui auraient été comptabilisées si ces biens avaient été acquis par l'entreprise.</i>	

Autres engagements :

	Cautions	Lettres d'intention	Total
Filiales et participations	0,3	14,7	15,0
Autres entreprises liées		1,9	1,9
Tiers	6,4	0,1	6,5
Engagements donnés	6,7	16,7	23,4
Engagements reçus			

La société a émis pour l'année 2006 une garantie en conformité avec l'article 17 du « Companies (Amendment) Act 1986 of Ireland » au profit des sociétés Colas Teoranta, Road Maintenance Services Ltd, Colas Building Products Ltd, Cold Chon (Galway) Ltd, Colfix (Dublin) Ltd, Colas Construction Ltd, Road Binders Ltd et Chemoran Ltd.

Sûretés réelles accordées en garantie de dettes. — Néant.

#### Note 16. – Effectif et rémunérations des organes d'administration et de direction.

Effectif moyen	2006	2005
Cadres	276	350
Employés, techniciens, agents de maîtrise	129	505
Compagnons	945	5 527
Total	1 350	6 382

Avances et crédits alloués aux membres des organes sociaux. — Néant.

Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction. — La rémunération brute (avantages en nature inclus, mais hors rémunération variable) versée par la société en 2006 à M. Alain Dupont, Président directeur général s'est élevée à 924 100 € (924 100 en 2005). La rémunération brute variable liée aux performances réalisées en 2006 qui sera versée en 2007, s'élèvera à 1 380 000 € (2 070 000 versés en 2006 dont 1 380 000 € au titre de l'exercice 2005 et 690 000 € au titre d'une prime exceptionnelle au vu de la progression des bénéfices au cours des six dernières années). Par ailleurs, M. Alain Dupont a perçu, en 2006, un montant de 18 750 € de jetons de présence versés par Colas S.A. (15 000 € en 2005) et un montant de 24 392 € de jetons de présence au titre de son mandat d'administrateur de la société Bouygues, société mère au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce (24 392 € en 2005). Ainsi, l'ensemble des rémunérations octroyées au titre de l'exercice 2006 correspond, sur une base pro forma, à une rémunération effective d'environ 985 842 € (1) (à comparer à 1 274 067 €, au titre de l'exercice 2005).

M. Alain Dupont bénéficie d'un régime de retraite complémentaire, en tant que membre du Comité de direction générale de Bouygues, de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce complément de retraite ne conduit pas à constituer de provision puisque ce régime a la forme d'un contrat d'assurances souscrit auprès d'un organisme extérieur au groupe. Il a été soumis à la procédure des conventions réglementées.

Le montant des jetons de présence alloués par Colas et ses filiales aux administrateurs de Colas S.A. s'élève en 2006 à 150 000 € (incluant le montant versé au Président directeur général).

(1) Rémunération brute moins cotisations sociales, CSG, CRDS et impôt sur le revenu, soit 58 % environ sur une base pro forma (convertie au cours moyen de l'année quand la rémunération est en devises).

#### Note 17. – Filiales et participations.

(En millions d'euros)	Capital social	Autres capitaux propres	% détenu	Valeur des titres		Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires 2006	Résultat exercice 2006	Dividendes encaissés en 2006
				Brute	Nette					
1. Filiales :										
Colas Centre-Ouest	3,3	25,7	99,9	3,4	3,4	18,0		410,8	9,9	8,8
Colas Ile-de-France-Normandie	19,7	6,7	99,9	19,7	19,7	30,0		511,8	7,3	
Colas Nord-Picardie	2,9	12,6	99,9	2,9	2,9	5,0		193,4	3,6	3,0



Colas Est	9,9	4,2	99,9	10,1	10,1	15,0		290,2	0,3	
Colas Rhône-Alpes	11,3	46,5	99,9	35,2	35,2			293,4	7,8	3,5
Colas Midi-Méditerranée	6,9	34,5	99,9	7,0	7,0	10,0		420,4	13,5	5,5
Colas Sud-Ouest	5,9	13,2	99,9	5,9	5,9	25,0		360,8	7,2	4,0
Somaro	34,1	1,2	99,9	35,1	35,1	10,0		286,4	-1,8	
Screg Ouest	6,7	4,6	99,9	16,0	16,0	12,0		234,3	2,7	1,4
Screg Ile-de-France-Normandie	8,8	16,5	99,9	24,7	24,7			316,8	7,0	2,8
Screg Nord-Picardie	12,1	12,2	99,9	19,7	19,7	12,0		189,8	2,4	1,0
Screg Est	13,4	14,2	99,9	30,8	30,8	13,0		341,2	5,4	3,5
Screg Sud-Est	8,3	14,0	99,9	23,6	23,6	10,0		345,6	3,2	2,7
Screg Sud-Ouest	9,0	11,4	99,9	20,3	20,3			282,4	6,0	4,3
Sacer Atlantique	4,4	8,1	99,9	4,4	4,4	17,0		259,7	3,2	2,0
Sacer Paris-Nord-Est	4,8	5,9	99,9	4,9	4,9	5,0		166,1	1,9	
Sacer Sud-Est	5,1	8,0	99,9	5,2	5,2	3,0		272,2	4,3	2,1
S.B.E.G	7,5	6,4	100,0	7,6	7,6			10,7	4,2	1,2
Spac	5,1	7,2	99,9	14,3	14,3	13,0		222,5	0,9	0,2
Smac	4,3	28,8	99,9	9,9	9,9			460,0	5,7	5,0
Développement Infrastructures	24,0	3,7	100,0	31,8	31,8				0,8	
Seco-Rail	11,2	22,6	99,9	23,2	23,2			191,2	5,5	2,5
Colas Industries Réunion	4,0	15,0	100,0	30,3	30,3			1,5	4,6	
Autres filiales françaises				5,6	5,6	44,0	0,1			10,6
Filiales étrangères				495,5	458,6	23,1	0,2			59,0
2. Participations :										
Cofiroute	158,3	1 411,7	16,6	10,9	10,9					26,6
Autres participations France				0,6	0,6	6,8				
Participations étrangères				58,1	39,4					
Total				956,7	901,1	271,9	0,3			149,7

## Note 18. – Inventaire des valeurs mobilières.

Désignation	Nombre de titres	Valeur d'inventaire (en milliers d'euros)
Colas Centre-Ouest	3 299 994	3 354
Colas Ile-de-France-Normandie	19 739 194	19 726
Colas Nord-Picardie	2 849 994	2 897
Colas Est	9 899 994	10 062
Colas Rhône-Alpes	11 326 846	35 206
Colas Midi-Méditerranée	6 899 994	7 013
Colas Sud-Ouest	5 849 994	5 945
Somaro	34 071 094	35 129
Colas Martinique	799 999	762
Colas Guadeloupe	639 999	610
Grands Travaux de l'Océan Indien (GTOI)	799 948	1 381
Spac	5 099 994	14 330
Screg Ouest	6 674 994	16 007
Screg Ile-de-France Normandie	8 799 994	24 697
Screg Nord-Picardie	12 108 494	19 739
Screg Est	13 439 994	30 795

Screg Sud-Est	8 325 954	23 630
Screg Sud-Ouest	8 999 993	20 276
Sacer Atlantique	4 349 994	4 421
Sacer Paris-Nord-Est	4 799 994	4 878
Sacer Sud-Est	5 099 994	5 183
Société des Bitumes et Emulsions Guyanaises	7 500 000	7 644
Smac	4 299 980	9 930
Cofiroute	676 401	10 937
Blanchard	119 999	425
Société Parisienne d'Etudes d'Informatique et de Gestion	799 330	944
Transinvest	137 475	227
Colasie	624 225	634
Développement Infrastructures	7 500 000	31 772
Seco-Rail	11 239 718	23 206
Colas Environnement et Recyclage	160 000	312
Colas Réunion Industries	5 000	30 300
Autres participations dans des sociétés françaises		588
Participations dans des sociétés étrangères		498 110
Total des participations		901 070
Autres titres dans des sociétés françaises		26
Autres titres dans des sociétés étrangères		18
Total autres titres immobilisés		44
Certificats de dépôts		
Sicav		
Total valeurs mobilières des placement		0
Total valeurs mobilières		901 114

### Projet d'affectation du résultat

Bénéfice de l'exercice	232 462 012,27 €
Report à nouveau antérieur	206 923 121,32 €
Soit un montant disponible de	439 385 133,59 €
Affectation :	
A la réserve légale	32 366,85 €
A la distribution d'un dividende	207 190 080,00 €
Le solde au report à nouveau, soit	232 162 686,74 €

## B. — Etats financiers consolidés au 31 décembre 2006.

### I. — Bilan consolidé au 31 décembre.

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	2006	2005	2004
Immobilisations corporelles	3.1	1 809	1 622	1 379
Immobilisations incorporelles	3.2	79	65	59
Goodwill	3.2	222	205	170
Participations dans les sociétés associées	3.3	288	264	237

Autres actifs financiers	3.4	146	100	109
Actifs d'impôts	3.5	69	64	48
Actifs non courants		2 613	2 320	2 002
Stocks	4.1	292	268	221
Clients	4.1	2 645	2 236	1 801
Actifs d'impôts		18	16	10
Autres créances et paiements d'avance	4.1	491	440	383
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.2	704	661	635
Instruments financiers	17	4	9	5
Actifs courants		4 154	3 630	3 055
Total des actifs		6 767	5 950	5 057

Passif	Notes	2006	2005	2004
Capital social et primes	5	323	291	321
Résultats accumulés		967	809	669
Réserve de conversion	5	8	44	- 13
Actions propres				- 23
Résultat de l'exercice		396	307	251
Capitaux propres (part du groupe)		1 694	1 451	1 205
Intérêts minoritaires		27	27	25
Capitaux propres		1 721	1 478	1 230
Dettes financières long terme	6	137	108	89
Provisions	7.1	513	471	413
Passifs d'impôts	8	63	59	46
Passifs non courants		713	638	548
Avances et acomptes reçus sur commandes		165	133	131
Partie à moins d'un an de la dette long terme	6	32	38	50
Impôts courants		69	65	34
Fournisseurs		2 387	2 133	1 793
Provisions	7.2	144	123	106
Autres dettes	9	1 406	1 233	1 087
Concours bancaires et soldes créditeurs de banques		126	100	74
Instruments financiers	17	4	9	4
Passifs courants		4 333	3 834	3 279
Total des capitaux propres et des passifs		6 767	5 950	5 057

## II. — Compte de résultat consolidé de l'exercice.

(En millions d'euros.)

	Notes	2006	2005	2004
Produit des activités ordinaires	10	10 717	9 541	8 024
Achats consommés		- 5 127	- 4 684	- 3 861
Charges de personnel		- 2 476	- 2 241	- 1 997
Charges externes		- 2 298	- 1 956	- 1 665

Impôts et taxes		- 150	- 133	- 121
Dotations nettes aux amortissements		- 368	- 338	- 299
Dotations nettes aux provisions et dépréciations		- 135	- 107	- 48
Variations des stocks de production		13	4	6
Autres produits et charges d'exploitation	11	348	336	250
Résultat opérationnel courant		524	422	289
Autres produits et charges non courants	11	4	- 32	
Résultat opérationnel		528	390	289
Produits financiers		14	12	12
Charges financières		- 29	- 22	- 19
Coût de l'endettement financier net	12.1	- 15	- 10	- 7
Autres produits et charges financiers	12.2	3	4	24
Charge d'impôt sur le résultat	13	- 168	- 121	- 95
Résultat des entreprises associées		54	49	42
Résultat net consolidé		402	312	253
Dont part des intérêts minoritaires		6	5	2
Dont part du groupe		396	307	251
Résultat par action	14	12,24	9,54	7,88
Résultat dilué par action	14	12,24	9,54	7,77

### III. — Tableau de variation des capitaux propres consolidés.

(En millions d'euros.)

	Capital social et primes	Résultats accumulés	Réserve de conversion	Actions propres	Résultat de l'exercice	Capitaux part du groupe	Intérêts minoritaires
1er janvier 2005	321	669	- 13	- 23	251	1 205	25
Ecart de conversion			57			57	1
Changements de périmètre							- 3
Augmentation du capital	43	1				44	1
Réduction du capital	- 73			23		- 50	
Résultat de l'exercice					307	307	5
Affectation du résultat n - 1		251			- 251		
Dividendes distribués		- 109				- 109	- 2
Autres variations (a)		- 3				- 3	
31 décembre 2005	291	809	44	0	307	1 451	27
Ecart de conversion			- 36			- 36	
Changements de périmètre							- 3
Augmentation du capital	32					32	
Réduction du capital							
Résultat de l'exercice					396	396	6
Affectation du résultat n - 1		307			- 307		
Dividendes distribués		- 155				- 155	- 3
Autres variations (a)		6				6	
31 décembre 2006	323	967	8	0	396	1 694	27

(a) Détail des autres variations :

	31/12/06	31/12/05
Instruments financiers	5	
Réévaluation et divers	1	- 3

## IV. — Tableau des flux de trésorerie consolidés de l'exercice.

(En millions d'euros.)

	2006	2005	2004
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	402	312	253
Ajustements pour :			
Quote-part de résultat des sociétés associées	- 54	- 49	- 42
Dividendes reçus de sociétés associées	28	27	23
Dividendes des sociétés non consolidés	- 4	- 2	- 3
Amortissements, dépréciations et provisions non courantes	422	390	336
Plus et moins-values de cession d'actifs	- 35	- 26	- 43
Sous-total	759	652	524
Coût de l'endettement financier net	15	10	7
Charge d'impôt de l'exercice	168	121	95
Capacité d'autofinancement	942	783	626
Impôts sur résultat payés	- 163	- 111	- 105
Variation du BFR lié à l'activité	- 39	10	162
Trésorerie provenant de l'activité (a)	740	682	683
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 584	- 459	- 392
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	57	48	44
Dette nette sur immobilisations corporelles et incorporelles	25	7	34
Sous-total	- 502	- 404	- 314
Acquisitions et cessions de titres de participation :			
Prix d'acquisition des titres	- 72	- 86	- 76
Prix de cession de titres	18	2	28
Dette nette sur achats et cession de titres	- 10	- 33	32
Trésorerie acquise	2	21	21
Sous-total	- 62	- 96	5
Autres flux liés aux opérations d'investissements :			
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	4	2	3
Variation des autres immobilisations financières	- 33	- 28	- 16
Sous-total	- 29	- 26	- 13
Trésorerie affectée aux investissements (b)	- 593	- 526	- 322
Variation des capitaux propres groupe	39	43	28
Achats et reventes d'actions propres		- 50	- 23
Variation des capitaux minoritaires		1	2
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 155	- 109	- 91
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	- 3	- 2	- 2
Variation des dettes financières	8	- 29	- 21
Coût de l'endettement financier net	- 15	- 10	- 7
Autres flux liés aux opérations de financement			
Trésorerie résultant du financement (c)	- 126	- 156	- 114
Variations de change et autres éléments non monétaires (d)	- 4	0	- 2
Variation de la trésorerie (a + b + c + d)	17	0	245
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	561	561	316
Trésorerie à la clôture de l'exercice (voir note 19)	578	561	561

## V. — Annexe aux états financiers consolidés.

### Informations générales sur l'entreprise.

Le 21 février 2007, le conseil d'administration a arrêté les comptes et autorisé la publication des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2006.

Colas S.A. est une société anonyme immatriculée en France (R.C.S. Nanterre B 552 025 314).

Ces états financiers sont présentés en euros, devise dans laquelle est traitée la majeure partie des opérations.

Description des activités du groupe. — L'activité du groupe se décompose en :

— Une activité routes (80 % du total) : Cette activité très diversifiée consiste en la réalisation annuelle d'environ 90 000 chantiers de construction ou d'entretien d'infrastructures de transport - autoroutes, routes, aéroports, ports, plateformes pour réseaux ferrés ou transports en commun urbains en site propre -, de plateformes industrielles et commerciales, de voirie et aménagements urbains (zones piétonnières, places), d'équipements sportifs et de loisirs (circuits automobiles, pistes cyclables, tennis), d'aménagements environnementaux (bassins de rétention, aménagements paysagers) etc. Elle est complétée en amont par des activités industrielles de production de granulats (carrières) et de fabrication et de vente de matériaux routiers (enrobés, liants, émulsions).

En région Ile-de-France s'ajoute un secteur bâtiment regroupant une activité classique de construction de bâtiments et une activité de démolition-déconstruction d'ouvrages anciens.

— Des activités complémentaires à la route (20 % du total) :

– La sécurité et signalisation routière consiste en la fabrication, la vente, la pose et la maintenance d'équipements routiers de sécurité (barrières de sécurité, balisage) et de signalisation (peintures et marquage au sol, feux tricolores),

– Les pipelines et canalisations regroupent la pose et l'entretien de pipelines et de canalisations de gros diamètre pour le transport des fluides (pétrole, gaz) ou de plus petit diamètre (eau, électricité, chauffage, télécommunications), les forages horizontaux ou en grande profondeur et la réalisation de tunnels de moyen diamètre,

– L'activité étanchéité consiste en la réalisation de chantiers de travaux d'étanchéité et / ou d'enveloppes de bâtiments et de voirie (asphalte), la production et la commercialisation de membranes d'étanchéité, d'appareils d'éclairage et de désenfumage.

– L'activité ferroviaire comprend la construction et l'entretien de réseaux de chemin de fer (voies traditionnelles, lignes TGV, voies de tramway et métro) et une activité de travaux d'élargissement de tunnels.

Nature et étendue des risques et incertitudes liés à l'activité. — Parmi les principaux risques et incertitudes qui peuvent avoir une incidence notable sur les activités du groupe, on peut citer notamment :

— les conditions climatiques (intempéries), qui ont une influence directe sur la bonne réalisation des chantiers, partout et davantage encore dans les régions aux conditions climatiques difficiles ;

— le prix des matières premières principalement liées au pétrole (bitume, carburants, fuel de chauffage) dans l'activité routière, ainsi que d'autres matières premières, notamment l'acier et l'aluminium dans les activités de signalisation et d'étanchéité. Ce risque est réduit par une proportion importante de contrats qui bénéficient de clauses de révision de prix et par une proportion importante de chantiers de courte durée ;

— le niveau de commandes des Etats, des collectivités publiques, du secteur privé industriel et commercial ;

— les conséquences de l'évolution du cours des monnaies, en particulier le dollar US, même si elles sont limitées puisque plus de 60 % du chiffre d'affaires est réalisé en euros et que l'activité réalisée localement permet de libeller produits et charges dans une devise identique.

### Note 1. – Principes de préparation des états financiers.

Les états financiers ont été établis selon les normes financières internationales IFRS (International Financial Reporting Standards).

Ces états ont été réalisés sur la base du coût historique à l'exception de l'évaluation de certains instruments financiers.

Le groupe :

— a appliqué l'ensemble des normes IFRS et interprétations IFRIC en vigueur au 31 décembre 2006 et adoptées par l'Union européenne ;

— a appliqué l'interprétation IFRIC 12 non encore validée par l'Union européenne ;

— n'a pas anticipé l'application de certaines nouvelles normes et interprétations publiées en 2006 mais non encore obligatoires.

### Méthodes de consolidation.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Colas S.A. (la société) et de ses filiales arrêtés au 31 décembre de chaque année. Pour ces filiales, le contrôle est avéré lorsque la société a le pouvoir de diriger les politiques opérationnelle et financière de la filiale contrôlée afin d'obtenir les avantages de ses activités.

Les actifs et passifs des filiales acquises sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Lorsque le coût d'acquisition est supérieur à la juste valeur de l'actif net acquis, l'excédent est comptabilisé en goodwill. Si le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur identifiée de l'actif net acquis, l'écart (i.e. Badwill) est comptabilisé en produit de l'exercice.

Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle le groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle cesse d'être exercé.

Lorsque nécessaire, les états financiers des filiales sont retraités de façon à rendre les méthodes comptables utilisées homogènes avec celles utilisées par le groupe. Toutes les créances, dettes, produits et charges intragroupe sont éliminés en consolidation.

1. Participations dans des coentreprises. — Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint.

Les actifs, passifs, produits et charges des coentreprises (sociétés contrôlées conjointement avec d'autres associés) sont comptabilisés selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

2. Participations dans des sociétés associées. — Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le groupe exerce une influence notable. Les résultats, actifs et passifs des sociétés associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

3. Transactions en monnaies étrangères. — Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture.

Tous les écarts sont enregistrés dans le compte de résultat à l'exception des emprunts en monnaies étrangères qui constituent une couverture de l'investissement net dans une entité étrangère.

4. Conversion des états financiers. — Les actifs et passifs des entités étrangères sont convertis sur la base du cours de change en vigueur à la clôture de l'exercice : les comptes de résultat sont convertis au taux de change moyen de l'exercice. La liste des principales parités de change utilisées figure en note 23.

Les écarts de change résultant de la conversion sont directement pris en compte en capitaux propres sous la rubrique « Réserve de conversion ».

Lors de la sortie d'une entité étrangère, les écarts de change cumulés sont comptabilisés dans le compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

Les actifs non monétaires des activités à l'étranger sont comptabilisés au cours historique.

## Note 2. – Principes et méthodes comptables.

### Actifs non courants.

1. Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre de l'acquisition d'une activité sont comptabilisées à leur juste valeur.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilité différentes, soit :

- Constructions hors exploitation : 20 à 40 ans ;
- Constructions industrielles : 10 à 20 ans ;
- Installations techniques, matériels et outillages : 5 à 15 ans ;
- Autres immobilisations corporelles (Matériel de transport et de bureau) : 3 à 10 ans.

Les terrains ne sont pas amortis sauf s'il s'agit de terrains de gisement. Ces derniers sont alors amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée totale d'amortissement puisse excéder 40 ans.

— Coûts d'emprunts : Selon le traitement de référence de l'IAS 23, les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

— Contrats de location financement : Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location financement sont inscrites à l'actif du bilan et amorties comme si la société en était propriétaire. La dette correspondante est inscrite au passif du bilan.

— Immeubles de placement : Le groupe n'a pas identifié d'immeubles de placement au sein de ses immobilisations.

2. Immobilisations incorporelles. — Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable. Il est séparable et peut être loué, vendu, échangé de manière indépendante. Il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non. Il est sans substance physique.

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition d'une activité sont comptabilisées séparément du goodwill, seulement si leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable lors de leur reconnaissance initiale. Les frais de premier établissement et les frais de recherche sont comptabilisés en charge de l'exercice. Les frais de développement ne sont activés que si la recouvrabilité future des dépenses encourues peut raisonnablement être considérée comme certaine. Toute dépense activée est amortie sur la durée attendue des ventes relatives au projet.

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de logiciels, de brevets et de droits d'exploitation de carrières. Elles sont amorties sur leur durée d'utilité.

3. Goodwill. — Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une société sur la juste valeur des actifs et passifs identifiables de cette société à la date d'acquisition.

Le goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul :

- des amortissements pratiqués antérieurement à la première application des IFRS ;
- des pertes de valeur comptabilisées à partir du 1er janvier 2004.

Les pertes de valeur sont comptabilisées lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Pour identifier d'éventuelles dépréciations, un test de valeur est réalisé au moins une fois par an. Ce test consiste à évaluer la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle est rattaché le goodwill. Cette valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF), soit l'actualisation de flux futurs de trésorerie par le coût moyen pondéré du capital qui incorpore une prime de risque économique. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir des prévisions établies par le management en charge de l'UGT, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'année N + 1 et d'un plan à 3 ans pour les deux années suivantes.

### 4. Autres actifs financiers :

— Titres de participations et autres titres : Il s'agit de titres non cotés non disponibles à la vente ; ils figurent au bilan pour leur coût d'acquisition sous déduction des dépréciations estimées nécessaires.

— Prêts : Les prêts accordés figurent au bilan pour leur valeur actualisée lorsque leur taux de rémunération s'écarte des conditions normales du marché (exemple : prêts sans intérêts consentis par les sociétés françaises dans le cadre de l'obligation légale de participation des employeurs à l'effort de construction).

— Créances financières : Le contrat de concession pour la réhabilitation et l'entretien de la voirie de la ville de Portsmouth pendant une durée de 25 ans (Private Finance Initiative) est comptabilisé selon la méthode de la créance financière telle que préconisée par IFRIC 12. Les travaux réalisés sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement définie par l'IAS 11.

La créance initiale représente la juste valeur des travaux réalisés et est ensuite comptabilisée au coût amorti selon la méthode définie par l'IAS 39.

Elle représente donc le montant des travaux réalisés, augmenté des intérêts cumulés calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et diminué des paiements reçus du concédant.

— Autres immobilisations financières : Les autres immobilisations financières sont appréciées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations éventuelles.

### Actifs courants.

1. Stocks. — Les stocks sont évalués à la plus faible des deux valeurs suivantes : coût ou valeur nette de réalisation. Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent. Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis. Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti, ou selon la méthode du coût moyen pondéré en fonction de la nature des stocks. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.
2. Créances clients et autres créances. — Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 90 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non recouvrement. Les créances clients incluent les « factures à établir » correspondant aux travaux mérités qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.
3. Trésorerie et équivalents de trésorerie. — La trésorerie comprend la trésorerie en banque, en caisse ainsi que les dépôts et valeurs mobilières de placement ayant une échéance initiale de moins de trois mois. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'acquisition et dépréciées si leur valeur vénale est inférieure à celui-ci. Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie comprend la trésorerie telle que définie ci-dessus, nette des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

### Capitaux propres consolidés.

Les actions propres éventuellement détenues sont imputées sur les capitaux propres consolidés. Lorsque des filiales du groupe détiennent leurs propres actions, un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du groupe est constaté.

### Provisions.

1. Provisions non courantes. — Ce sont les provisions non liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise. Elles comprennent pour l'essentiel :
  - Les avantages au personnel à long terme :
    - Pensions : Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du groupe effectuent des versements réguliers auprès des caisses de retraites ou fonds de pension indépendants (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois quelques régimes à prestations définies au Royaume-Uni, en Irlande et au Canada. Ces régimes ne concernent qu'un nombre limité de salariés puisqu'il a été décidé il y a quelques années que ces fonds ne pouvaient plus accueillir de nouveaux cotisants.
    - Indemnités de départ en retraite : Leur coût est déterminé en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. Les gains ou pertes actuariels ne sont comptabilisés en produit ou en charge que lorsque leur cumul excède 10 % du montant de l'obligation (méthode dite du « corridor »). Ces gains ou pertes actuariels sont répartis sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés.
    - Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté : Ces primes, dont la pratique dans la très grande majorité des sociétés du groupe est permanente et systématique, font l'objet d'une provision. La méthode de calcul utilisée est une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et de l'espérance de vie par rapport aux tables de mortalité.
  - Les litiges et contentieux :
    - Litiges et contentieux travaux : Le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse ou de l'évaluation des travaux de réfection établie par les experts désignés par les tribunaux.
    - Risques sur contrôles fiscaux, contrôles charges sociales ou autres administrations : Les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés ou font l'objet d'une provision lorsqu'ils sont contestés.
  - Les garanties données aux clients (long terme) : Elles représentent l'évaluation des travaux à réaliser au titre des garanties données lorsque la durée de la garantie excède la durée du cycle d'exploitation (1 à 2 ans), par exemple la garantie décennale relative à certains ouvrages.
  - Les coûts de remise en état des sites (long terme) : Le coût de remise en état des sites d'exploitation de carrières à l'expiration du gisement et / ou de l'autorisation d'exploitation fait l'objet d'une évaluation détaillée (coût de la main-d'oeuvre, du matériel qui sera utilisé, des matériaux à mettre en oeuvre, quote-part de frais généraux, ...). Seuls les coûts qui seront engagés au-delà des douze mois suivant la clôture de l'exercice figurent dans cette rubrique.
2. Provisions courantes. — Il s'agit des provisions liées au cycle d'exploitation normal de l'entreprise ; les charges rattachées sont généralement réglées dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice. Elles comprennent pour l'essentiel :
  - Les provisions pour garanties données aux clients (durée 1 à 2 ans maximum) : Les provisions pour finitions constituées dans le cadre des garanties contractuelles font l'objet d'une appréciation individuelle chantier par chantier.
  - Les provisions pour frais de fin de chantier : Il s'agit des frais de repli de chantier (nettoyage du chantier, repli du matériel). Ces frais font l'objet d'une appréciation individuelle qui est fonction de l'importance du chantier et de son éloignement par rapport aux bases permanentes.
  - Les provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats : Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent éventuellement en compte les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.
  - Les coûts de remise en état des sites : Il s'agit du coût des travaux de remise en état des sites après exploitation (principalement carrières) qui seront réalisés dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.



Conformément aux dispositions de la norme IAS 37 relative aux passifs, une information relative aux provisions les plus significatives est fournie, dans la mesure où cette information ne peut porter préjudice au groupe.

### Impôts différés passifs et dettes fiscales long terme.

Les passifs d'impôts différés (ou IDP) représentent les montants d'impôts sur le résultat payables au cours d'exercices futurs au titre des différences temporelles imposables (sources d'imposition future). Tous les IDP sont comptabilisés, y compris ceux relatifs aux retraitements de consolidation (transactions intragroupe notamment les résultats sur cessions internes d'éléments d'actif).

La comptabilisation d'un IDP concerne toutes les différences temporelles générées par des participations dans des filiales, entreprises associées, coentreprises sauf si la société mère est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et s'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible (pas de projet de cession dans un avenir prévisible).

Lorsqu'il existe une probabilité de cession des titres de la filiale ou de distribution de bénéfices dans un avenir prévisible ou une absence de contrôle de la filiale (sociétés associées), un impôt différé passif est constaté.

### Instruments financiers.

Certaines sociétés du groupe utilisent des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-dessous.

#### 1. Nature des risques auxquels le groupe est exposé :

— Risque de change : Le groupe est faiblement exposé au risque de change puisque les filiales réalisent une très faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Dans la plupart des cas, le chiffre d'affaires à l'international est réalisé par des filiales locales dont la facturation et les dépenses sont libellées dans la devise du pays où sont exécutés les travaux.

Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

D'une manière générale, les investissements nets réalisés par le groupe dans des entités étrangères (filiales, participations, succursales, co-entreprises) ne font pas l'objet d'une couverture de change car ces entités n'ont pas vocation à être revendues.

Les swaps de devises sont principalement utilisés dans le but d'optimiser la trésorerie du groupe par la conversion, sans risque de change, d'excédents en une devise, prêtés à des filiales dans leur devise locale en substitution de lignes bancaires en devises locales.

— Risque de taux : Le compte de résultat du groupe est peu sensible aux variations des taux d'intérêt. En moyenne sur l'exercice, la partie des dettes financières à taux variable est équivalente à la trésorerie disponible elle-même placée à taux variable.

Certains actifs ou passifs financiers peuvent ponctuellement être couverts.

#### 2. Principes et règles des opérations de couverture utilisées par le groupe. — Les instruments utilisés sont limités à des produits classiques comme :

— les achats et ventes à terme de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;

— les swaps de taux d'intérêt, future rate agreements, achats de caps et de tunnels ou d'options de taux dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ces instruments ont pour caractéristiques de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et internationales de premier rang et de ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'un suivi détaillé et spécifique transmis aux organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

— Couverture des flux de trésorerie (cash flow hedge) : La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'instrument couvert ou d'une opération future. Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, le profit ou la perte réalisé sur la partie de l'instrument de couverture que l'on estime être une couverture efficace est comptabilisé directement en capitaux propres.

La partie de couverture estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat. Les autres profits ou pertes résiduels sur l'instrument de couverture sont inclus en résultat.

Lorsque l'instrument de couverture arrive à expiration, il est vendu, résilié ou exercé. Le profit ou la perte cumulé est maintenu dans les capitaux propres tant que la transaction prévue n'est pas réalisée. Lorsque la transaction est réalisée, le produit ou la charge nette cumulé correspondant, qui avait été comptabilisé directement en capitaux propres, est repris en résultat.

— Couverture de juste valeur (fair value hedge) : La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, le profit ou la perte résultant de la réévaluation de l'instrument de couverture à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat net. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat net.

La juste valeur des éléments couverts, en fonction du risque couvert, correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

#### 3. Méthodes comptables appliquées en matière d'instruments financiers. — Le groupe utilise les principes et méthodes comptables définis par la norme IAS 39, à savoir :

— Critères pour comptabiliser un actif ou un passif financier : La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. L'appréciation de l'efficacité des couvertures est effectuée à intervalles réguliers au moins tous les trimestres.

Cependant dans certains cas (montants notionnels modestes, maturités de couverture courtes, impacts limités sur le compte de résultat), les instruments financiers ne font volontairement pas l'objet d'une comptabilité de couverture afin de ne pas alourdir les procédures administratives du groupe. Dans ce cas, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée dans le compte de résultat. Si nécessaire, il est possible de repasser à tout moment en comptabilité de couverture.

— Base d'évaluation des actifs et passifs financiers : Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût ou coût amorti.

— Comptabilisation des instruments évalués à la juste valeur : Le groupe utilise très peu d'instruments financiers ; les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Il s'agit de la valeur de marché pour les instruments cotés sur les marchés financiers. Quant aux instruments non cotés en bourse (non traités jusqu'à présent), leur juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'estimation telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur d'utilité (actualisation des flux de trésorerie). Ces modèles prennent en considération des hypothèses basées sur les données du marché.

— Comptabilisation des produits et charges générés par les actifs et passifs financiers : Les instruments dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à leur juste valeur. Les profits et pertes latents qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

A la date de clôture, la juste valeur des swaps de taux d'intérêts est égale au montant que le groupe devrait recevoir ou payer pour clôturer les positions. La juste valeur est évaluée en tenant compte des taux d'intérêt actuels et du risque crédit des contreparties. La juste valeur des contrats de change à terme est égale à leur valeur de marché à la date de clôture, c'est-à-dire la valeur actualisée du cours ou du taux à terme.

#### Compte de résultat.

1. Produits des activités ordinaires. — Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront au groupe et si les coûts encourus concernant ces opérations peuvent être évalués de façon fiable.

Les produits des activités ordinaires se décomposent comme suit :

— Ventes de biens : Le produit est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété du bien sont transférés à l'acheteur.

— Contrats de construction et prestations de services : Le produit est comptabilisé en fonction du degré d'avancement des chantiers ou prestations. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés ; une perte attendue sur un contrat est immédiatement comptabilisée en résultat.

— Autres produits des activités ordinaires : Il s'agit de redevances perçues pour utilisation de licences et brevets : le produit est comptabilisé lorsque l'entreprise est en droit d'en percevoir le paiement.

2. Subventions publiques. — Elles sont comptabilisées en produit lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles soient perçues et que toutes les conditions rattachées soient satisfaites. Lorsque la subvention est accordée en compensation d'une charge, elle est comptabilisée en produit sur les exercices nécessaires pour la rattacher aux coûts qu'elle est censée compenser.

Les subventions liées à des actifs sont comptabilisées en diminution de la valeur de l'actif subventionné.

3. Résultats sur opérations faites en commun. — Ce poste inclut principalement la quote-part de résultat transférée par les sociétés en participation ou groupements d'intérêt économique de fabrication d'enrobés ou de liants exploités en commun avec d'autres associés.

4. Résultat opérationnel courant. — Le résultat opérationnel courant provient des activités principales génératrices de produits de l'entreprise et de toutes les autres activités qui ne sont pas d'investissement ou de financement.

Les dépréciations de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

5. Autres produits et charges non courants. — Il s'agit de produits ou de charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montant particulièrement significatif - que l'entreprise présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

La nature de ces éléments est décrite dans la note 11.

6. Coût de l'endettement financier net. — Il inclut les charges et produits d'intérêts liés à la trésorerie ainsi que les coûts d'emprunts.

7. Impôts. — Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles imposables ou déductibles existant à la date de clôture.

Les différences temporelles imposables ou déductibles incluent toutes les différences entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, à l'exception des goodwill, des reports en avant de pertes fiscales et des crédits d'impôt non encore utilisés.

Lorsque, pour une société, le montant net de l'imposition différée fait apparaître un actif d'impôt, celui-ci n'est inscrit à l'actif du bilan que s'il existe une forte probabilité de récupération sur les exercices ultérieurs.

Les actifs et passifs d'impôts sont évalués avec les taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

#### Tableau des flux de trésorerie.

Le tableau des flux de trésorerie est établi selon la méthode dite indirecte.

Selon cette méthode, le résultat net est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, de tout décalage ou régularisation d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelles passées ou futures liées à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

La trésorerie du groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

— disponibilités et valeurs mobilières de placement nettes ;

— concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

La capacité d'autofinancement prend en compte les dotations et reprises sur dépréciations d'actifs courants. Elle inclut notamment le résultat net des sociétés intégrées et le résultat des entreprises associées à hauteur des dividendes encaissés.

La classification retenue pour les intérêts et les dividendes positionne ces derniers dans les flux de trésorerie de financement. Il est à noter que les intérêts décaissés au cours de l'exercice correspondent aux intérêts constatés dans le résultat de l'exercice.

#### Autres informations.

1. Comparabilité des états financiers. — Les variations de périmètre de l'exercice n'ont pas eu d'impact significatif sur les états financiers consolidés de l'exercice 2006 et ne font pas obstacle à la comparaison avec l'exercice précédent.

Les méthodes comptables et méthodes d'évaluation utilisées pour les états financiers 2006 sont identiques à celles utilisées pour les états financiers 2005.

2. Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice. — Le 15 février 2007, Colas et Spie, dont l'actionnaire principal est PAI Partners, ont signé un protocole de cession de 100 % des titres Spie Rail à Colas, sous condition suspensive de l'obtention d'un accord des autorités compétentes sur l'opération de concentration. Spie Rail est une société spécialisée dans les travaux ferroviaires en France et à l'international.

Concomitamment, Colas S.A. et Amec plc ont signé un accord pour la cession à Colas S.A. de 50 % des titres de la société Amec Spie Rail Systems Ltd (ASRSL), société ferroviaire anglaise, dont les autres 50 % sont détenus par Spie Rail.

L'ensemble représente en 2006 un chiffre d'affaires total de l'ordre de 400 millions d'euros.

3. Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées. — De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore d'application obligatoire en 2006.

Ainsi les normes et interprétations suivantes n'ont pas été appliquées pour la préparation des états financiers consolidés :

— IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et l'amendement d'IAS 1 « Présentation des états financiers : informations à fournir sur le capital » imposent de fournir des informations plus étendues sur l'importance des instruments financiers sur la situation et la performance financière d'une entité, et des informations qualitatives et quantitatives sur la nature et l'étendue des risques. IFRS 7 et IAS 1 amendé, dont l'application sera obligatoire dans les états financiers 2007 du groupe, conduiront à des informations additionnelles plus approfondies sur les instruments financiers et le capital du groupe.

— IFRIC 7 relative à l'information comparative à produire en application d'IAS 29 « Information financière dans les économies hyper inflationnistes » ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers consolidés du groupe.

— IFRIC 8 relative au champ d'application d'IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » sera d'application obligatoire en 2007 de façon rétrospective. Elle ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

— IFRIC 9 relative à la réévaluation des dérivés incorporés, impose de réexaminer si un dérivé incorporé devrait être séparé du contrat hôte sous-jacent en cas uniquement de modifications du contrat. IFRIC 9, dont l'application sera obligatoire dans les états financiers 2007, ne devrait pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés.

— IFRIC 10 « Information financière intermédiaire et pertes de valeur » interdit de reprendre une perte de valeur comptabilisée au cours d'une période intermédiaire antérieure au titre d'un goodwill, d'un instrument de capitaux propres ou d'un actif financier évalué au coût. IFRIC 10 sera d'application obligatoire en 2007. Si elle avait été appliquée, elle n'aurait pas eu d'impact sur les états financiers 2006.

— IFRIC 11 relative aux options accordées au sein d'un groupe et aux actions propres acquises en couverture de plans d'options. Cette interprétation précise le traitement à appliquer dans certains cas particuliers d'avantages accordés aux employés des différentes entités d'un groupe. Les modalités d'application n'ont pas encore été arrêtées.

### Note 3. – Actifs non courants.

#### 3.1. Immobilisations corporelles :

	Terrains & constructions	Installations, matériels et outillages	Immobilisations en cours et avances sur commandes	Total
<b>Valeur brute :</b>				
1er janvier 2005	774	2 608	54	3 436
Ecarts de conversion	29	107		136
Virements de rubriques	16	46	- 55	7
Changements de périmètre	62	107	2	171
Acquisitions	59	342	50	451
Cessions et réductions	- 9	- 158		- 167
31 décembre 2005	931	3 052	51	4 034
Ecarts de conversion	- 18	- 74		- 92
Virements de rubriques	9	34	- 50	- 7
Changements de périmètre	7	97	1	105
Acquisitions	65	419	72	556
Cessions et réductions	- 10	- 172		- 182
31 décembre 2006	984	3 356	74	4 414
<b>Amortissements et dépréciations :</b>				
1er janvier 2005	- 265	- 1 792		- 2 057
Ecarts de conversion	- 7	- 70		- 77
Virements de rubriques	- 2	- 3		- 5
Changements de périmètre	- 15	- 74		- 89
Dotations et reprises	- 33	- 298		- 331
Cessions et réductions	4	143		147
31 décembre 2005	- 318	- 2 094		- 2 412
Ecarts de conversion	3	48		51
Virements de rubriques		6		6
Changements de périmètre	2	- 52		- 50
Dotations et reprises	- 38	- 323		- 361
Cessions et réductions	5	156		161
31 décembre 2006	- 346	- 2 259		- 2 605
<b>Valeur nette :</b>				
1er janvier 2005	509	816	54	1 379

Dont locations financements	18	66		84
31 décembre 2005	613	958	51	1 622
Dont locations financements	11	52		63
31 décembre 2006	638	1 097	74	1 809
Dont locations financements	7	51		58

## 3.2. Immobilisations incorporelles et goodwill :

	Concessions, brevets et autres droits	Autres	Total immobilisations incorporelles	Goodwill
Valeur brute :				
1er janvier 2005	77	16	93	176
Ecart de conversion		2	2	4
Virements de rubriques	1	-2	-1	-2
Changements de périmètre	2	8	10	32
Acquisitions	2	3	5	2
Cessions et réductions	-1	-1	-2	
31 décembre 2005	81	26	107	212
Ecart de conversion	-1	-1	-2	-4
Virements de rubriques	9	-8	1	
Changements de périmètre				21
Acquisitions	4	15	19	9
Cessions et réductions	-1		-1	
31 décembre 2006	92	32	124	238
Amortissements et dépréciations :				
1er janvier 2005	-25	-9	-34	-6
Ecart de conversion		-1	-1	
Virements de rubriques				
Changements de périmètre	-2		-2	
Cessions et réductions	1	1	2	
Dotations et reprises	-5	-2	-7	-1
31 décembre 2005	-31	-11	-42	-7
Ecart de conversion				
Virements de rubriques	-1	1		
Changements de périmètre	2		2	
Cessions et réductions	2		2	
Dotations et reprises	-5	-2	-7	-9
31 décembre 2006	-33	-12	-45	-16
Valeur nette :				
1er janvier 2005	52	7	59	170
31 décembre 2005	50	15	65	205
31 décembre 2006	59	20	79	222

Concessions, brevets et autres droits. — Il s'agit pour l'essentiel de droits d'exploitation de carrières, et dans une moindre mesure de brevets et de logiciels.

Dépréciation des actifs incorporels et goodwill. — Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie (UGT) est supérieure à sa valeur recouvrable.

Si, pour une UGT, un indice de perte de valeur est identifié, un test de valeur est réalisé selon la méthode décrite en note 1.

Principales hypothèses utilisées pour l'évaluation :

Unités génératrices de trésorerie	Taux d'actualisation	Taux de croissance
UGT France et UGT Europe	6,36 %	1,1 %
UGT Amérique du Nord	6,70 %	3 %
UGT Asie et autres	6,70 %	2 à 3 %

## 3.3. Participations dans les entreprises associées :

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill sur entreprises associées	Dépréciations des goodwill	Valeur nette
1er janvier 2005	233	6	- 2	237
Ecart de conversion	2			2
Virements de rubriques				
Changements de périmètre				
Augmentation de capital	3			3
Résultat de l'exercice	49			49
Dividendes distribués	- 27			- 27
Perte de valeur				
31 décembre 2005	260	6	- 2	264
Ecart de conversion				
Virements de rubriques				
Changements de périmètre	- 2	- 1		- 3
Augmentation de capital	1			1
Résultat de l'exercice	54			54
Dividendes distribués	- 28			- 28
Perte de valeur				
31 décembre 2006	285	5	- 2	288

## Principales entreprises associées :

	Quote-part dans les capitaux propres	Goodwill sur entreprises associées	Dépréciations des goodwill	Valeur nette
Cofiroute (a)	262			262
Tipco Asphalt (b)	19	4	- 2	21
Autres	4	1		5
Total	285	5	- 2	288

(a) Bien que détenue à moins de 20 % (16,7 %), Cofiroute est consolidée par mise en équivalence car Colas S.A. exerce une influence notable par sa présence au conseil d'administration (Administrateur : A. Dupont).

(b) Société cotée à la bourse de Bangkok (Thaïlande) :

— Valeur des titres sur la base du cours au 29/12/06 : 27 M€ ;

— Valeur des titres sur la base du cours moyen 2006 : 20 M€.

## Part du groupe dans les actifs, passifs et résultats des principales sociétés associées :

	Cofiroute 16,7 %	Tipco Asphalt 30,8 %	Autres	Total
Actifs non courants	819	24	4	847
Actifs courants	116	25	5	146
Total actif	935	49	9	993
Capitaux propres	262	19	4	285
Passifs non courants	579	13	1	593
Passifs courants	94	17	4	115

Total passif	935	49	9	993
Produits des activités ordinaires	161	62	8	231
Résultat de l'exercice	50	2	2	54

## 3.4. Autres actifs financiers non courants :

	Participations non consolidées	Autres actifs financiers	Total valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
1er janvier 2005	82	52	134	- 25	109
Ecart de conversion		1	1		1
Virements de rubriques					
Changements de périmètre	- 113	- 2	- 115	- 3	- 118
Acquisitions & autres augmentations	87	29	116		116
Cessions et réductions	- 5	- 4	- 9		- 9
Dotations et reprises				1	1
31 décembre 2005	51	76	127	- 27	100
Ecart de conversion					
Virements de rubriques		1	1		1
Changements de périmètre	- 39	3	- 36	- 5	- 41
Acquisitions & autres augmentations	72	50	122		122
Cessions et réductions	- 25	- 7	- 32		- 32
Dotations et reprises				- 4	- 4
31 décembre 2006	59	123	182	- 36	146

## Détail des principales participations non consolidées :

	Décembre 2006			Décembre 2005
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Sociétés d'enrobés ou de liants	16	- 3	13	18
Sociétés de carrières	6	- 2	4	4
Sociétés en sommeil	7	- 6	1	1
Sociétés non contrôlées	5		5	4
AKA Rt	4		4	4
Rossetto (a)	2		2	
Brunel Démolition (a)	10		10	
Autres participations (b)	9	- 6	3	5
Total	59	- 17	42	36

(a) Ces sociétés, acquises fin décembre 2006, seront consolidées en 2007.

(b) Aucune de ces participations ne présente un caractère significatif.

## Détail des autres actifs financiers :

	Décembre 2006			Décembre 2005
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Prêts (c)	39	- 16	23	21
Dépôts et cautionnements	28	- 3	25	13
Créances financières (d)	56		56	30
Total	123	- 19	104	64

(c) Prêts accordés : il s'agit principalement de prêts à 20 ans non rémunérés, accordés dans le cadre de l'obligation légale française d'investissement des employeurs dans la construction. Ces prêts sont comptabilisés pour leur valeur nette actualisée.

(d) Créances financières : cet actif représente la créance du groupe sur la ville de Portsmouth, contrepartie des prestations effectuées dans le cadre du contrat de financement et de réalisation de la réhabilitation et de l'entretien de sa voirie.

## 3.5. Actifs d'impôts :

	Impôts différés	Autres actifs d'impôt à long terme	Total
1er janvier 2005	48		48
Ecart de conversion	1		1
Virements de rubriques	-1		-1
Changements de périmètre	2		2
Variations nettes	14		14
31 décembre 2005	64		64
Ecart de conversion	-1		-1
Virements de rubriques			
Changements de périmètre			
Variations nettes	6		6
31 décembre 2006	69		69

Le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés du fait d'une récupération jugée peu probable s'élève à 21 millions d'euros au 31 décembre 2006 (27 millions d'euros au 31 décembre 2005).

## Principales sources d'impôts différés par nature :

	Décembre 2006	Décembre 2005
Sources actives :		
Avantages au personnel	50	46
Déficits fiscaux	9	7
Réévaluation des instruments financiers	1	3
Sources passives :		
Provisions réglementées	-22	-20
Immobilisations (location financement, écarts d'évaluation)	-18	-18
Impôts de distribution	-4	-4
Réévaluation des instruments financiers	-5	-3
Autres différences temporaires	-5	-6
Actif net (passif net) d'impôts différés	6	5

Le délai de récupération des impôts différés actif est essentiellement à plus de 5 ans.

## Note 4. – Actifs courants.

## 4.1. Stocks, créances courantes et paiements d'avance :

	31/12/06			31/12/05		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks	302	-10	292	278	-10	268
Matières, approvisionnements et produits finis						
Créances clients (Clients, factures à établir)	2 715	-70	2 645	2 302	-66	2 236
Personnel, organismes sociaux, Etat	271		271	258		258
Créances sociétés apparentées et créances diverses	207	-12	195	174	-12	162
Paiements d'avance	25		25	20		20
Autres créances	503	-12	491	452	-12	440

## 4.2. Trésorerie et équivalents de trésorerie :

	31/12/06			31/12/05		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Banques et caisses	242		242	215		215
Société de trésorerie Bouygues Relais	432		432	420		420
Valeurs mobilières de placement	30		30	26		26
Total	704		704	661		661

La valeur de réalisation des valeurs mobilières de placement est supérieure à la valeur comptable.

Les placements de trésorerie sont effectués par le groupe auprès de banques françaises et étrangères. Ils se répartissent entre les devises suivantes :

	Euro	USD	GBP	CHF	Autres	Total
Banques et caisses	115	13	16	2	96	242
Société de trésorerie Bouygues Relais	432				0	432
Valeurs mobilières de placement	27			1	2	30
Total au 31 décembre 2006	574	13	16	3	98	704
Rappel 31 décembre 2005	552	13	13	4	79	661

Les disponibilités et équivalents de trésorerie ont une échéance inférieure à 12 mois ou peuvent être facilement convertis en numéraire.

La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	Décembre 2006	Décembre 2005
Trésorerie et équivalents de trésorerie	704	661
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	- 126	- 100
Total	578	561

## Note 5. – Informations sur les capitaux propres.

Composition du capital social. — Le capital social de Colas S.A. au 31 décembre 2006 est de 48 580 175 €.

Il est constitué de 32 373 450 actions de 1,50 € nominal, ayant toutes les mêmes droits (toutefois, les actions nominatives détenues depuis plus de deux ans entre les mains d'un même actionnaire confèrent un droit de vote double).

Mouvements de l'exercice	Nombre d'actions	Montant en euros
1er janvier 2006	32 157 671	48 236 506,50
Levée d'options de souscription d'actions	2 000	3 000,00
Partie du dividende payé en actions	213 779	320 665,50
31 décembre 2006	32 373 450	48 560 175,00
Principaux actionnaires :		
Société Bouygues S.A.	31 236 540	96,49 %
Autres actionnaires	1 136 910	3,51 %

Option de souscription d'actions en cours de validité. — Néant.

Réserve de conversion. — La réserve de conversion est née le 1er janvier 2004 avec la première application des normes IFRS. Les principaux écarts de conversion au 31 décembre 2006 concernent les états financiers des sociétés situées dans les pays suivants :

	Décembre 2006	Décembre 2005
Etats-Unis	- 12	18
Canada	2	15
Grande-Bretagne	2	1
Autres pays	16	10
Total réserve de conversion	8	44



## Note 6. – Dettes financières non courantes et courantes.

Répartition des emprunts portant intérêt par échéance :

	Echéances – 1 an 2007	Echéances à plus d'un an					Total 2006	Total 2005
		1 à 2 ans 2008	2 à 3 ans 2009	3 à 4 ans 2010	4 à 5 ans 2011	5 ans et + 2012 et +		
Emprunts MT et LT		7	24	16	3	43	93	70
Locations financement		11	8	9	5	1	34	32
Autres dettes LT		2	1	1	2	4	10	6
Sous-total	32							
Emprunts CT et soldes créditeurs de banque	126							
31 décembre 2006	158	20	33	26	10	48	137	108
Rappel 31/12/05	138	27	16	10	8	47	108	

Partie à moins d'un an de la dette long terme.

Lignes de crédit confirmées / utilisées :

	Lignes confirmées - Echéances				Lignes utilisées - Echéances			
	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	1 à 5 ans	Au-delà	Total
Lignes de crédit	180	994	46	1 220	32	89	48	169
Lettres de crédit								
Total	180	994	46	1 220	32	89	48	169

Liquidité au 31 décembre 2006. — Au 31 décembre 2006, la trésorerie disponible s'élève à 578 M€ auxquels s'ajoute un montant de 1 051 M€ de lignes bancaires à moyen terme confirmées et non utilisées à cette date. Le groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par les sociétés du groupe Colas ne comportent aucune clause financière significative susceptible d'entraîner leur exigibilité et / ou leur remboursement anticipé.

Répartition de la dette financière courante et non courante selon la nature de taux. — Répartition de la dette financière courante et non courante après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la date de clôture de l'exercice :

— Dettes à taux fixe (1) : 70 % (2005 : 65 %) ;

— Dettes à taux variable : 30 % (2005 : 35 %) .

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an.

Répartition de la dette financière court terme et long terme par devises :

	Euro	USD	GBP	Autres	Total
Long terme décembre 2006	47	13	54	23	137
Court terme décembre 2006	28	1	4	125	158
Long terme décembre 2005	46	9	38	15	108
Court terme décembre 2005	36	3		99	138

## Note 7. – Provisions.

7.1. Provisions non courantes :

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données (LT)	Remise en état des sites (LT)	Autres	Total
1er janvier 2005	171	105	57	52	28	413
Ecart de conversion	1		1			2
Virements de rubriques		-4	-1	1	1	-3
Changements de périmètre	5	3		1		9
Dotations	43	52	22	10	10	137
Reprises utilisées	-26	-17	-8	-3	-11	-65
Reprises non utilisées	-1	-9	-10		-2	-22
31 décembre 2005	193	130	61	61	26	471

Ecarts de conversion					- 1	- 1
Virements de rubriques		1		2		3
Changements de périmètre	- 2					- 2
Dotations	24	60	26	13	7	130
Reprises utilisées	- 10	- 26	- 6	- 4	- 9	- 55
Reprises non utilisées		- 17	- 8	- 3	- 5	- 33
31 décembre 2006	205	148	73	69	18	513

Détail des principales provisions :

	31/12/06	31/12/05
Récompenses d'ancienneté	56	54
Indemnités de fin de carrière	128	118
Pensions	21	21
Avantages au personnel	205	193
Litiges avec les clients	57	55
Litiges avec le personnel	10	10
Litiges avec des organismes sociaux	34	12
Litiges avec l'administration fiscale	17	12
Litiges avec d'autres administrations	16	27
Autres litiges	14	14
Litiges et contentieux	148	130
Garanties décennales	47	41
Garanties génie civil, travaux publics	25	18
Garanties de performance	1	2
Garanties données	73	61

7.2. Provisions courantes :

	Perte à terminaison	Risques travaux & fin de chantier	Garanties données (CT)	Remise en état des sites (CT)	Autres	Total
1er janvier 2005	24	26	27	13	16	106
Ecarts de conversion		1				1
Virements de rubriques	1	2	2			5
Changements de périmètre		1				1
Dotations	26	17	19		10	72
Reprises utilisées	- 12	- 11	- 15	- 3	- 6	- 47
Reprises non utilisées	- 6	- 6	- 2		- 1	- 15
31 décembre 2005	33	30	31	10	19	123
Ecarts de conversion		- 1				- 1
Virements de rubriques		- 1	- 1		- 1	- 3
Changements de périmètre			- 1			- 1
Dotations	28	21	24	4	13	90
Reprises utilisées	- 23	- 7	- 14	- 2	- 4	- 50
Reprises non utilisées	- 3	- 5	- 3	- 1	- 2	- 14
31 décembre 2006	35	37	36	11	25	144

## Note 8. – Passifs d'impôts différés.

	31/12/06	31/12/05
Passifs d'impôts différés	63	59
Autres impôts à long terme		
Total des impôts non courants	63	59

## Note 9. – Autres passifs courants.

	31/12/06	31/12/05
Personnel, organismes sociaux, Etat	824	742
Produits différés	35	35
Autres dettes non financières	547	456
Total des autres dettes	1 406	1 233

## Note 10. – Produits des activités ordinaires.

	2006	2005
Ventes de produits	1 551	1 304
Prestations de service	257	225
Contrats de construction	8 908	8 011
Autres produits des activités ordinaires	1	1
Produit des activités ordinaires	10 717	9 541
Informations relatives aux contrats de construction :		
Travaux à facturer	279	224
Retenues de garantie	23	16
Travaux facturés d'avance	- 216	- 171
Avances reçues	- 63	- 113

## Note 11. – Autres produits et charges opérationnels.

	2006	2005
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	32	28
Résultats sur cessions d'actifs non courants	35	27
Autres produits opérationnels (a)	346	333
Autres charges opérationnelles	- 65	- 52
Autres produits et charges d'exploitation	348	336
Autres produits et charges non courants (b)	4	- 32

(a) Principalement refacturations de charges aux associés de sociétés en participation ou de GIE.

(b) Amendes concurrence.

## Note 12. – Produits et charges financiers.

## 12.1. Coût de l'endettement financier net :

	2006	2005
Produits d'intérêts liés à la trésorerie	12	10
Produits des placements	2	2
Produits financiers	14	12

Charges d'intérêts liées à la trésorerie	- 13	- 8
Charges d'intérêts sur locations financement	- 2	- 3
Charges d'intérêts sur dettes financières	- 14	- 11
Charges financières	- 29	- 22
Coût de l'endettement financier net	- 15	- 10

## 12.2. Autres produits et charges financiers :

	2006	2005
Dividendes reçus de participations non consolidées	4	2
Dotations financières nettes	- 1	1
Plus et moins-values sur cessions / actifs financiers		- 1
Autres produits et charges		2
Autres produits et charges financiers	3	4

## Note 13. – Charge d'impôt sur le résultat.

## Décomposition :

	2006	2005
Impositions exigibles	- 165	- 133
Impositions différées	1	11
Rappels ou dégrèvements d'impôts	- 2	2
Impôts sur distributions	- 2	- 1
Charge nette d'impôt	- 168	- 121

Rapprochement entre impôt théorique et charge réelle. — Les différences constatées entre la charge d'impôt théorique, déterminée au taux de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2006	2005
Charge d'impôt théorique	- 178	- 134
Incidence des taux impôt réduits ou majorés	14	17
Activation d'impôts différés antérieurement non comptabilisés		1
Actifs d'impôts différés non comptabilisés (a)	3	6
Impôts non liés au résultat	- 4	
Effet des différences permanentes	- 3	- 11
Charge d'impôt comptabilisée	- 168	- 121

(a) Récupération jugée trop lointaine.

## Note 14. – Résultat et dividende par action.

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du groupe) par le nombre d'actions au 31 décembre 2006, à l'exclusion des actions propres en cours d'annulation.

	2006	2005
Résultat net (part du groupe) en euros	396 253 000	306 888 000
Nombre d'actions en circulation	32 373 450	32 157 671
Résultat par action (en euros)	12,24	9,54

Le résultat dilué par action est obtenu en divisant le résultat net (Part du groupe) par le nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2006 augmenté des options de souscription en cours de validité.

	2006	2005
--	------	------

Résultat net (part du groupe) en euros	396 253 000	306 888 000
Nombre d'actions en circulation	32 373 450	32 157 671
Options de souscription en cours de validité		2 000
Nombre d'actions	32 373 450	32 159 671
Résultat dilué par action (en euros)	12,24	9,54

(En euros)	Par action	Total
Dividende décidé et payé dans l'exercice 2006	4,80	154 356 820,80
Dividende proposé pour approbation de l'assemblée générale du 17 avril 2007 (non reconnu comme un passif au 31 décembre 2006)	6,40	207 190 080,00

#### Note 15. – Information sectorielle.

15.1. Information sectorielle par zones géographiques. — Les activités opérationnelles du groupe sont organisées par grandes zones géographiques. Aussi, l'information sectorielle de premier niveau est communiquée selon ce critère.

Ces informations sont présentées après réaffectation des éléments du siège social et selon la localisation géographique des sociétés.

Exercice 2006 :

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé
<b>Bilan :</b>					
Actifs non courants	1 575	445	488	105	2 613
Actifs courants	2 689	759	355	351	4 154
Total des actifs	4 264	1 204	843	456	6 767
Passifs non courants	456	151	81	25	713
Passifs courants	2 968	690	355	320	4 333
Total des passifs	3 424	841	436	345	5 046
Actif net	840	363	407	111	1 721
<b>Compte de résultat :</b>					
Produit des activités ordinaires	6 295	1 848	2 059	515	10 717
Dont exportations	30				30
Résultat opérationnel	254	77	148	49	528
Produits et charges financiers					- 12
Résultat des entreprises associées	52			2	54
Charge d'impôt					168
Résultat net					402
Investissements bruts	359	113	158	26	656
Amortissements	- 224	- 53	- 72	- 19	- 368

Exercice 2005 :

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé
<b>Bilan :</b>					
Actifs non courants	1 387	375	457	101	2 320
Actifs courants	2 359	636	326	309	3 630
Total des actifs	3 746	1 011	783	410	5 950
Passifs non courants	439	118	60	21	638

Passifs courants	2 635	576	331	292	3 834
Total des passifs	3 074	694	391	313	4 472
Actif net	672	317	392	97	1 478
Compte de résultat :					
Produit des activités ordinaires	5 502	1 804	1 780	455	9 541
Dont exportations	29				29
Résultat opérationnel	170	88	89	43	390
Produits et charges financiers					- 6
Résultat des entreprises associées	47			2	49
Charge d'impôt					- 121
Résultat net					312
Investissements bruts	345	78	100	22	545
Amortissements	- 208	- 46	- 65	- 19	- 338

## 15.2. Information sectorielle par secteurs d'activité :

## Produit des activités ordinaires :

	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Reste du monde	Consolidé	%
Exercice 2006 :						
Routes - travaux et ventes de produits	4 886	1 407	1 878	464	8 635	80 %
Génie civil, électricité, canalisations	366	309	160	18	853	8 %
Etanchéité	425	16			441	4 %
Signalisation, sécurité et gestion de trafic	246	16	16	1	279	3 %
Bâtiment	229	45	5	32	311	3 %
Voies ferrées	143	55			198	2 %
Total	6 295	1 848	2 059	515	10 717	
Exercice 2005 :						
Routes - travaux et ventes de produits	4 287	1 423	1 660	415	7 785	81 %
Génie civil, électricité, canalisations	295	227	101	12	635	7 %
Etanchéité	353	52			405	4 %
Signalisation, sécurité et gestion de trafic	260	10	13		283	3 %
Bâtiment	190	36	6	28	260	3 %
Voies ferrées	117	56			173	2 %
Total	5 502	1 804	1 780	455	9 541	

## Note 16. – Compte de résultat présenté par destination.

En complément du compte de résultat classé par nature de charges, nous présentons ci-après le compte de résultat classé par fonctions.

	2006	2005
Produit des activités ordinaires	10 717	9 541
Coût des ventes	- 9 284	- 8 247
Marge brute	1 433	1 294
Coût de recherche et de développement (a)	- 61	- 58
Charges administratives	- 848	- 814

Résultat opérationnel courant	524	422
Autres produits et charges	4	- 32
Résultat opérationnel	528	390
Coût de l'endettement financier net	- 15	- 10
Autres produits et charges financiers	3	4
Charge d'impôt	- 168	- 121
Résultat des entreprises associées	54	49
Résultat net	402	312
Dont part des intérêts minoritaires	6	5
Dont part du groupe	396	307

*(a) En 2006, le groupe a retenu une définition plus restrictive des frais de développement. Le rappel 2005 a été retraité pour permettre la comparaison.*

#### Note 17. – Instruments financiers.

Nous présentons ci-après, la somme des encours notionnels au 31 décembre 2006 de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux et répartition par devise pour les opérations de change.

Couverture du risque de taux :

Swaps de taux	Echéances			Total 31/12/06	Total 31/12/05
	2007	2008 à 2011	Au-delà		
Sur actifs financiers					
Sur passifs financiers			55	55	34

Afin de garantir à la ville de Portsmouth (GB) une redevance mensuelle forfaitaire fixe sur les 25 années du contrat de réhabilitation et d'entretien de sa voirie, un swap de taux a été mis en place.

Ce swap est receveur du taux variable, payeur du taux fixe. Son montant nominal suit parfaitement le profil de tirage puis d'amortissement du financement sans recours de ce contrat, de manière à adosser le coût fixe de la dette à la redevance forfaitaire perçue. Au 31 décembre 2006, le montant de ce swap est de 54,7 millions d'euros (36,7 MGBP).

Couverture du risque de change. — Les sociétés du groupe réalisent une faible part de leur chiffre d'affaires à l'exportation.

La part du chiffre d'affaires à l'international est réalisée la plupart du temps par des filiales qui ont leurs facturations et leurs dépenses libellées dans la devise du pays. Ponctuellement, certains contrats en devises font l'objet d'une couverture de change.

	USD	GBP	Autres	31/12/06	31/12/05
Achats à terme	86	60	1	147	23
Ventes à terme			1	1	4
Swaps de devises					12
Options de change					6

Des contrats en euros signés en Hongrie ont fait l'objet d'une couverture de change systématique.

Les swaps de devises sont principalement utilisés dans le but d'optimiser la trésorerie du groupe par la conversion sans risque de change, d'excédents en une devise, prêtés à des filiales dans leur devise locale en substitution de lignes bancaires.

Valeur de marché des instruments de couverture. — Au 31 décembre 2006, la valeur de marché (Net Present Value) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de 6,1 M€. Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir la dette du groupe et de la valeur actuelle nette d'opérations de terme permettant de couvrir le risque de change découlant d'opérations commerciales.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : - 4 M€ ;
- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : 8 M€ ;
- opérations ne s'inscrivant pas dans le cadre d'une relation de couverture : 2 M€.

L'impact de la valeur de marché du swap de taux mis en place pour le contrat avec la ville de Portsmouth (GB), soit - 4 M€, est intégralement compensé par la valeur de marché du dérivé incorporé à la redevance fixe contractuelle payée par le client, soit 4 M€.

En cas de translation de la courbe des taux de + 1 % (et respectivement de - 1 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à 14 M€ (respectivement à - 4 M€).

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1 % par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à 5 M€.

Les calculs ont été effectués par un prestataire indépendant selon les usages en vigueur sur les marchés.

#### Note 18. – Engagements hors bilan.

## Engagements réciproques :

Echéances	Moins d'un an	De un à cinq ans cinq	Plus de cinq ans	Total 31/12/06	Total 31/12/05
Engagements donnés :					
Locations simples (1)	18	39	31	88	71
Obligations d'achat irrévocables	66	9	0	75	22
Total	84	48	31	163	93
Engagements reçus :					
Locations simples (1)	18	39	31	88	71
Obligations d'achat irrévocables	66	9		75	22
Total	84	48	31	163	93

(1) Montant des paiements minimaux futurs jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...)

## Engagements divers :

Echéances	Moins d'un an	De un à cinq ans cinq	Plus de cinq ans	Total 31/12/06	Total 31/12/05
Engagements donnés :					
Avals et cautions	13	22	1	36	34
Engagements reçus :					
Obligations contractuelles	0	0	0	0	
Sûretés réelles données :					
Hypothèques ou nantissements	1	2	5	8	9

Le groupe accorde dans le cadre de ses opérations courantes des garanties décennales ou de bonne fin qui ne font pas l'objet d'une estimation chiffrée et d'une mention spécifique. S'il s'avère que ces dernières pourraient donner lieu au versement de sommes quelconques par le groupe, elles donneraient lieu à constitution de provisions.

La société a émis pour l'année 2006 une garantie en conformité avec l'article 17 du « Companies (Amendment) Act 1986 of Ireland » au profit des sociétés Colas Teoranta, Road Maintenance Services Ltd, Colas Building Products Ltd, Cold Chon (Galway) Ltd, Road Binders Ltd et Chemoran Ltd.

## Engagements sur contrats de location financement :

Echéances	Moins d'un an	De un à cinq ans	Plus de cinq ans	Total
Montant des paiements minimaux futurs	21	36	1	58
Montant représentant les charges de financement	-2	-2	0	-4
Valeur actualisée des paiements minimaux	19	34	1	54
Rappel 31/12/05	26	31	1	58

## Note 19. – Variation de l'endettement net.

	31/12/05	Flux 2006	31/12/06
Trésorerie & équivalents de trésorerie	661	43	704
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-100	-26	-126
Trésorerie nette	561	17	578
Dettes financières long terme	108	29	137
Dettes financières (partie à moins d'un an)	38	-6	32
Endettement brut	146	23	169
Endettement net	-415	6	-409



## Note 20. – Effectifs, avantages au personnel.

	2006	2005
Ingénieurs, cadres et assimilés	6 529	6 164
Employés, techniciens, agents de maîtrise	13 445	13 058
Compagnons	42 304	40 954
Effectif moyen du groupe	62 278	60 176

Détail des avantages au personnel :

Régimes à cotisations définies	2006	2005
Montants comptabilisés en charges	652	589

Ces charges comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles ;
- aux caisses de retraite (régimes obligatoires et régimes complémentaires) ;
- aux caisses d'assurance chômage.

Régimes à prestations définies	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2006	2005	2006	2005
Coûts des services rendus	5	4	- 2	
Charges d'intérêt sur l'obligation	5	4	5	2
Rendement attendu des actifs du régime			- 4	- 2
Ecarts actuariels nets comptabilisés			2	
Coûts des services passés	2	2	- 1	- 1
Charges nettes comptabilisées	12	10	0	- 1
Valeur actualisée des obligations	160	159	108	94
Juste valeur des actifs du régime		- 1	- 79	- 67
Ecarts actuariels nets non comptabilisés	2	- 4	- 13	- 11
Coût des services passés non comptabilisés	- 34	- 36	5	5
Passifs nets comptabilisés	128	118	21	21

Variations des éléments du bilan	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2006	2005	2006	2005
Au 1er janvier	118	103	21	22
Ecarts de conversion				1
Virements de rubriques et autres				- 1
Changements de périmètre	- 2	5		
Charges comptabilisées	12	10		- 1
Au 31 décembre	128	118	21	21

Principales hypothèses actuarielles utilisées pour les indemnités de fin de carrière :

	2006	2005
Taux d'actualisation (OAT TEC10)	3,83 %	3,42 %
Table de survie	Insee	Insee
Age de départ à la retraite des cadres	62 ans	62 ans
Age de départ à la retraite des Etams et ouvriers	60 ans	60 ans

Note 21. – Informations sur les parties liées.

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Parties liées en amont	35	33	57	122	448	434	9	11
Coentreprises	19	74	50	77	14	27	17	21
Entreprises associées	1	13	98	87	6	10	9	11
Autres parties liées	0,2	0,2						
Principaux dirigeants	8,9	7,9					7	9
Administrateurs non dirigeants	0,1	0,1						
Total	64	128	205	286	468	471	42	52
Echéances < 1 an					468	471	38	49
Echéances > 1 an < 5 ans								
Echéances > 5 ans							4	3

## Identité des parties liées :

- Parties liées en amont : Bouygues S.A. et ses filiales ;
- Coentreprises : Carrières Roy et diverses coentreprises non significatives ;
- Entreprises associées : Cofiroute, Tipco Asphalt et diverses entreprises associées non significatives ;
- Autres parties liées : Fondation Colas.

Avantages accordés aux dirigeants. — Les principaux dirigeants sont les membres du comité de direction présents au 31 décembre 2006. Il est composé du Président directeur général et de sept salariés (dont deux administrateurs salariés).

	2006	2005
Rémunérations directes	7,7	7,0
Avantages postérieurs à l'emploi	0,4	0,7
Indemnités de fin de contrat	0,8	0,2
Avantages en actions		
Total	8,9	7,9

— Rémunérations directes : elles s'élèvent à 7,7 M€ dont 4,2 M€ de rémunération variable liée aux performances réalisées et 56 250 € de jetons de présence ;

— Avantages postérieurs à l'emploi : il s'agit d'un régime de retraite complémentaire de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances ;

— Indemnités de fin de contrat : il s'agit des provisions pour indemnités de fin de carrière ;

— Avantages en actions : le nombre de titres Bouygues attribués en 2006 (stock-options) est de 208 000 au prix d'exercice de 40,00 €. La date minimale d'exercice est le 5 septembre 2010.

Le montant des jetons de présence alloués aux administrateurs est de 150 000 €.

## Note 22. – Honoraires des commissaires aux comptes.

Nous communiquons ci-après les honoraires des commissaires aux comptes en charge du contrôle des comptes consolidés de Colas S.A. ainsi que les honoraires des autres commissaires aux comptes des sociétés consolidées du groupe.

	2006	2005
Cabinet Mazars & Guérard	0,9	0,5
Réseau KPMG	1,0	0,8
Réseau Ernst & Young	0,8	0,9
Réseau PriceWaterhouseCoopers	1,4	1,8
Cabinet CFCA	0,8	0,7
Cabinet Guy Burgade	0,5	0,5
Autres	0,8	0,7
Total	6,2	5,9

## Note 23. – Principaux taux de conversion.

Pays	Unité monétaire	Cours clôture	Cours moyen
Europe :			

Danemark	Couronne danoise	7,456	7,459
Grande-Bretagne	Livre sterling	0,6715	0,6819
Hongrie	Forint	251,77	264,11
Pologne	Zloty	3,831	3,899
République tchèque	Couronne tchèque	27,485	28,266
Roumanie	Nouveau Leu	3,3835	3,5125
Suisse	Franc suisse	1,607	1,577
Amérique du nord :			
Etats-Unis	Dollar US	1,317	1,263
Canada	Dollar canadien	1,528	1,427
Autres :			
Maroc	Dirham	11,14	11,05
Thaïlande	Baht	46,77	47,53

## Note 24. – Périmètre de consolidation.

## 1. Evolution du périmètre de consolidation :

Nombre de sociétés consolidées	2006	2005
Intégrations globales	497	446
Intégrations proportionnelles	70	51
Mises en équivalence	8	8
Total	575	505

— Principales acquisitions de l'exercice :

– France : Sociétés Vecchietti, Ferrari Démolition, Damiani Frères, Horizontal Drilling International, Berland, Boulard, Béton contrôlé du littoral,  
– International : Sociétés Cermak & Hrachovec (Rép. Tchèque), T-Road Kft (Hongrie), Cie Asphalte Ltée (Canada).

— Compléments d'investissements : Colas Cz (Rép. Tchèque), SCCF Iasi (Roumanie), Asphalt Bangun Sarana (Indonésie), Tipco Asphalt (Thaïlande).

— Sociétés antérieurement non consolidées, consolidées en 2006 : Suite à une révision de ses seuils de consolidation, le groupe a consolidé en 2006 45 sociétés antérieurement non consolidées (sociétés de production d'enrobés ou d'émulsions).

— Cessions de l'exercice : Sociétés SES, Porte, TIL.

2. Incidences sur les postes du bilan. — Nous communiquons ci-après l'incidence des diverses variations de périmètre de l'exercice sur les postes du bilan.

	31/12/06			31/12/05
	Acquisitions	Cessions	Net	Net
Immobilisations corporelles	60	– 5	55	82
Immobilisations incorporelles	2	0	2	8
Goodwill	24	– 3	21	32
Participations dans les sociétés associées		– 3	– 3	
Actifs financiers	13	0	13	1
Actifs d'impôts	0	0	0	1
Actifs courants	98	– 37	61	150
Total des actifs	197	– 48	149	274
Intérêts minoritaires	– 3	0	– 3	– 3
Dettes financières	12	– 2	10	28
Provisions non courantes	2	– 4	– 2	9
Passifs d'impôts	3	0	3	4
Passifs courants	111	– 24	87	150

Total des passifs	125	- 30	95	188
Juste valeur de l'actif net acquis	72	- 18	54	86
Incidences sur la trésorerie :				
Prix d'acquisition des titres	- 72	0	- 72	- 86
Prix de cession des titres		18	18	2
Variation de la dette nette sur achats de titres	3	- 13	- 10	- 33
Trésorerie acquise	2	0	2	21
Incidence sur la trésorerie	- 67	5	- 62	- 96

3. Liste des principales sociétés entrant dans le périmètre de consolidation. — Les sociétés mentionnées font l'objet d'une intégration globale sauf mention particulière (IP : intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence).

Sociétés	Siège social	% d'intérêt	
		2006	2005
France :			
Colas Centre-Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Colas Ile-de-France-Normandie	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Colas Nord-Picardie	Marcq-en-Baroeul (59)	99,9	99,9
Colas Est	Colmar (68)	99,9	99,9
Colas Rhône-Alpes	Lyon (69)	99,9	99,9
Colas Midi-Méditerranée	Aix-en-Provence (13)	99,9	99,9
Colas Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Somaro	Chatou (78)	99,9	99,9
Spac	Clichy (92)	99,9	99,9
Sacer Atlantique	Nantes (44)	99,9	99,9
Sacer Paris-Nord-Est	Magny-les-Hameaux (78)	99,9	99,9
Sacer Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Ouest	Nantes (44)	99,9	99,9
Screg Ile-de-France-Normandie	Voisins-le-Bretonneux (78)	99,9	99,9
Screg Nord-Picardie	Santes (59)	99,9	99,9
Screg Est	Nancy (54)	99,9	99,9
Screg Sud-Est	Lyon (69)	99,9	99,9
Screg Sud-Ouest	Mérignac (33)	99,9	99,9
Smac	Boulogne-Billancourt (92)	99,9	99,9
Seco-Rail	Chatou (78)	99,9	99,9
GTOI	Le Port, la Réunion	99,9	99,9
Colas Martinique	Le Lamentin, Martinique	99,9	99,9
Colas Guadeloupe	Baie-Mahault, Guadeloupe	99,9	99,9
SBEG	Cayenne, Guyane	99,9	99,9
Carrières Roy (IP)	Saint-Varent (79)	49,9	49,9
Cofiroute (ME)	Sèvres (92)	16,7	16,7
Territoires d'Outre-Mer :			
Colas Mayotte	Mamoudzou, Mayotte	100,0	100,0
Colas de Nouvelle-Calédonie	Nouméa, Nouvelle-Calédonie	99,9	99,9
Europe (hors France) :			
Colas Bauchemie GmbH	Bremen, Allemagne	100,0	100,0
Colas GmbH	Gratkom, Autriche	100,0	100,0
Colas Belgium	Bruxelles, Belgique	99,9	99,9
Colas Danmark A/S	Virum, Danemark	100,0	100,0

Colas Ltd	Rowfant, Grande-Bretagne	100,0	100,0
Colas Hungaria	Budapest, Hongrie	100,0	99,9
Colas CZ	Praha, République tchèque	100,0	97,3
Strada Sp. Z.o.o.	Sroda Wlkp, Pologne	100,0	100,0
Colas Teoranta	Dublin, République d'Irlande	100,0	100,0
Colas Romania	Bucarest, Roumanie	100,0	100,0
Colas S.A.	Lausanne, Suisse	99,2	99,2
Amérique du Nord :			
Colascanada Inc.	Montréal, Québec, Canada	100,0	100,0
Colas Inc.	Morristown, New Jersey, Etats-Unis	100,0	100,0
Autres :			
Colas Madagascar	Tananarive, Madagascar	100,0	100,0
Routière Colas du Gabon	Libreville, Gabon	89,9	89,9
Colas du Maroc	Casablanca, Maroc	99,9	99,9
Grands Travaux Routiers	Rabat, Maroc	69,7	69,7
Wasco (IP)	Jakarta, Indonésie	55,0	50,0
Raycol Asphalt Co. Ltd (IP)	Rayong, Thaïlande	50,0	50,0
Thai Slurry Seal Co. Ltd	Bangkok, Thaïlande	50,0	50,0
Tipco Asphalt (ME)	Bangkok, Thaïlande	30,8	22,7
Hincol (IP)	Mumbai, Inde	30,0	30,0

0703326